



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Préfecture
Secrétariat général**

Service de la coordination des politiques publiques
Bureau des procédures environnementales

Nancy, le **10 MARS 2022**

Affaire suivie par : Florence BRUNET
tél : 03 83 34 27 80
pref-scpp2@meurthe-et-moselle.gouv.fr
Lettre recommandée avec A/R

Monsieur le Directeur,

Faisant suite à la parution des conclusions relatives à l'incinération des déchets (BREF WI – Waste Incinération) par décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 3 décembre 2019 et en application de l'article R. 515-70 et R. 515-81 du code de l'environnement, vous m'avez transmis, le 27 novembre 2020, un dossier de réexamen des conditions d'exploitation des installations d'incinération des déchets que vous exploitez sur le territoire de la commune Ludres.

L'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est a examiné votre dossier et m'a fait part de ses observations. Vous trouverez ci-joint, pour votre parfaite information, son rapport du 10 novembre 2021.

Je prends acte de votre engagement de mettre en conformité l'exploitation de ces installations aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour l'incinération de déchets précités.

Il n'est pas nécessaire d'acter juridiquement vos engagements au titre de cette directive ; je vous précise en effet que l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement rend opposable l'ensemble des prescriptions imposées par les dernières conclusions sur les MTD.

Votre dossier de réexamen et ses compléments font foi et leur respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Grand-Est dès à présent, et à échéance du 3 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable.

Je vous rappelle que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement, ni l'application de techniques alternatives et que, tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter du 3 décembre 2023.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet,

Monsieur le Directeur
Société VAL'ERGIE
226 rue Victor Grignard
54 710 LUDRES

Pour le préfet et par délégation,
le chef de service


Dimitri BOCQUET